



# La Commune



## Vers l'indépendance politique ou la prostration

le NPA à la croisée des chemins | Chronique hebdo, 8 avril 2014. Après les municipales, le NPA à la croisée des chemins :

La résolution adoptée par la majorité du CPN du NPA au lendemain des élections municipales, le 6 avril, tourne le dos aux véritables leçons politiques à l'issue de ces élections et interdit à ce parti de comprendre la réalité des événements. Sans doute, la résolution reconnaît, comment pourrait-elle le nier, une très lourde défaite du gouvernement et de sa politique. Mais la conclusion qu'en tire la majorité de la direction est à l'inverse de ce qu'on est en droit d'attendre d'une lecture sérieuse et anticapitaliste du moment présent.

### Quel " rapport de forces défavorable aux travailleurs " ? Quelle " défaite de la gauche ? "

La résolution commence par une conclusion politique :

" *Les élections municipales des 23 et 30 mars accentuent la crise politique jusque-là latente. **Et acte une évolution des rapports de forces politiques dans un sens défavorable aux travailleurs*** " (souligné en gras dans le texte initial adopté) (on a laissé la faute de syntaxe)

Ainsi, lorsque par millions, les travailleurs et les jeunes de ce pays refusent de voter pour les partis qui soutiennent directement ou indirectement le gouvernement et sa politique anti-ouvrière, cela aboutirait à un rapport de forces défavorable aux travailleurs ? Mais, pourquoi donc ?

Les abstentions seraient une " *manifestation de la crise de la démocratie bourgeoise* " (point 3) et cette crise profiterait ...au Front national. (Point 4) Et, dans la même veine, la droite serait la première bénéficiaire de la " *défaite de la gauche* ". (Point 5)

Comme toujours lorsque l'on s'accroche aux apparences trompeuses, la prime est donnée aux formulations les plus impressionnistes et les plus médiatiquement correctes : " *défaite de la gauche* ". **Quelle défaite de " la gauche " ? Quelle " gauche " ?** La gauche versaillaise ? La gauche institutionnelle défenseuse de la propriété privée des moyens de production ? La gauche post-stalinienne ? Voilà qui est bien opaque. En quoi le NPA serait-il assimilé à cette gauche-là ? En ce qui nous concerne, nous, anticapitalistes, ne nous sommes jamais reconnus dans cette " gauche " pro-capitaliste. Alors ?

Répetons-le : c'est la défaite du gouvernement, laquelle a provoqué la destitution du Premier ministre " dans la panique " (comme le souligne Mélenchon lui-même dans son blog), laquelle est provoquée par le rejet massif par les masses de la misère, du chômage, du pacte de responsabilité et de la politique d'austérité impulsée par Hollande-Ayrault appliquant les directives de l'Union européenne. Répetons-le : l'abstention a été un réflexe de classe, pour la majorité de la population laborieuse. La résolution fait bien référence à l'abstention massive, comment faire l'impasse sur ce phénomène qu'elle caractérise elle-même d'historique, mais pour tout aussitôt nier son importance et, pire, en conclure, contre la réalité des chiffres, qu'elle a profité au FN !

## Quels " bénéfiques " pour la droite ?

Quant à la droite : elle a obtenu 45,3% des suffrages exprimés aux municipales 2014 contre 45,9% des suffrages exprimés aux municipales de 2008, où elle avait pris alors une sévère déroute. ) .

C'est dans ces conditions, plus que précaires, qu'elle ravit 171 villes au PS et au PCF... Tout en perdant des voix et, bien souvent, à la faveur de " triangulaires " et autres " quadrangulaires ". Ainsi, la résolution fait grand cas d'EELV, faisant paraître-il figure de grand rescapé du naufrage électoral du gouvernement, sans préciser qu'EELV s'est allié, à Villejuif, avec la droite pour faire tomber le PCF.

Sur le caractère des abstentions, le tableau publié par Libération est édifiant ([http://www.liberation.fr/politiques/2014/03/31/municipales-2014-place-au-dechiffre\\_991939](http://www.liberation.fr/politiques/2014/03/31/municipales-2014-place-au-dechiffre_991939))



On renvoie également le lecteur à notre chronique précédente (site revue La Commune dans le NPA) dont l'analyse des chiffres n'a été contestée par personne, bien à l'inverse.

Mais, nous objectera-t-on, les piètres résultats de la droite s'expliquent par la " montée du FN ", lequel obtenait 0,4% au second tour de 2008 et, cette fois, 8,7% des suffrages exprimés.

Nous n'avons, quant à nous, aucune raison de nier l'ancrage du FN qui retrouve, vaille que vaille, en réalité, la position qu'il occupait en 1995 (avec moins d'élus municipaux qu'en 1995, faut-il encore le rappeler)). Nous avons mille fois réaffirmé que le FN se nourrissait de la crise de l'UMP et de la décomposition de ce parti organique de la Vème République.

Mais, cela n'a rien à voir avec la " percée historique " que les médias avaient annoncée, donnant ainsi, à leur façon, un coup de pouce au vote FN.

## Que lit-on à propos du FN dans la résolution du CPN ?

*" Depuis des mois, celui-ci se nourrit du désespoir d'une partie de la classe ouvrière qui espère trouver dans ses réponses à la fois simplistes et totalisantes, une issue à une situation rendue insupportable par les mesures prises par Hollande, président du Medef".*

**La majorité du CPN fait donc sienne cette légende médiatique, sans cesse démentie par les faits, du " vote ouvrier " pour le FN.** Certes, des salariés qui autrefois votaient à droite se rabattent sur le FN (et il a toujours existé, à la marge, un vote " ouvrier " pour De Gaulle et pour la droite) mais, dans sa grande masse, fondamentalement et durablement, la classe ouvrière est gagnée par l'abstention, par la grève générale du vote.

Mais pourquoi donc la direction du NPA s'applique-t-elle à amplifier, exagérer la progression du FN et à revenir sans cesse sur une prétendue " montée de l'extrême-droite " ... depuis 30 ans ?

Nous savons pourtant tous à qui profitent les campagnes à thème sur " la montée de l'extrême droite " : à tous les tenants de la politique des gouvernements successifs, à tous les chantres du " front républicain " et de l'union nationale, à tous ceux qui cherchent à faire diversion pour faire passer les pactes, les plans, les directives gouvernementales et européennes anti-ouvrières.

Et qui donc avait dit en son temps " le FN est une chance pour le Parti socialiste " sinon, Mitterrand, qui sponsorisa ce parti, lui ouvrant les portes de l'Assemblée nationale et autres avantages ?

## Et, à propos des abstentions, que dit la majorité du CPN ?

*" l'abstention marque le ras l'bol de la gauche libérale, particulièrement dans les classes populaires. En effet, si l'abstention est forte partout (38% en moyenne, le plus fort taux depuis le début de la 5<sup>e</sup> république) elle l'est surtout dans l'électorat de gauche et dans les villes pauvres dans lesquelles le nombre d'étrangers sans droit de vote ajouté au nombre de ceux et celles qui se sont abstenus fait que seuls 10% ont participé à l'élection de ceux qui vont diriger la ville. Se sont exprimés un dégoût des politiques et un certain désespoir : le légitime sentiment que voter ne permet pas de peser sur quoi que ce soit et que quel que soient les partis qui la portent, la politique se fait toujours pour l'intérêt de quelques-uns, les plus riches, contre leurs intérêts à eux le plus grand nombre. C'est à dire que la gauche et la droite c'est pareil. Toutes les affaires de ces dernières semaines, le climat de magouilles permanent ont renforcé encore le choix de ne pas aller voter. "*

Les abstentions sont réduites à une sorte de bouillie, à un simple " ras le bol de la gauche libérale " (mais, c'est quoi, au juste, la " gauche libérale " ?), un " dégoût de la politique " et " un certain désespoir ". Elles ne renfermeraient pas une prise de conscience des problèmes posés par la crise sociale. Pour un peu, une large fraction de la population laborieuse serait devenue nihiliste.

Ce qui, au passage, évite d'expliquer pourquoi le NPA fait beaucoup, beaucoup moins que la LCR en 2008. Et, ce qui, surtout, évite au NPA d'affirmer haut et clair que les abstentions, à leur manière, sans doute, mettent à l'ordre du jour la nécessité de la mobilisation indépendante des masses pour en finir avec les licenciements, avec le pacte de responsabilité et toutes les mesures prises contre la Sécurité sociale et, d'un même tenant, pour rompre avec l'Union européenne, ses institutions et ses directives. **Bref, tout ce qu'il est possible et nécessaire d'affirmer lorsque l'on est engagé dans une politique indépendante.**

En résumé, pour la majorité de la direction du NPA, le rapport de forces est défavorable aux travailleurs du fait de la défaite de la gauche aux municipales. On croit rêver. C'est donc la faute aux abstentionnistes ouvriers et populaires. Et cette défaite rejaillirait sur nous. Et on se sent, du moins les rédacteurs de la résolution, frappés, touchés par cette Bérézina des partis de gouvernement et leurs alliés. Et du coup, il est minuit moins le quart dans le siècle car le FN est à nos portes. Tous aux abris ! **Comment construire dans ces conditions de pessimisme un pôle indépendant et anticapitaliste ?**

Non, la situation en réalité est à l'inverse. **La défaite du PS et de ses alliés n'est pas une défaite des masses**, c'est une victoire de celles-ci contre ceux qui sont considérés, à juste titre, comme les responsables directs de leur misère, du chômage et des conditions de vie désormais intenable.

Les conditions du rapport de forces sont en défaveur des pro-capitalistes, du MEDEF et de ses alliés au gouvernement et au sein du mouvement ouvrier, les appareils politiques et syndicaux qui font tout pour faire passer les plans anti-ouvriers, quand ils ne les élaborent pas eux-mêmes.

**Par quel mécanisme des anticapitalistes ressentent-ils la défaite du PS aux municipales comme un peu la leur**, au point de conclure que cette défaite ouvre un rapport de forces défavorable aux travailleurs ? Là est tout le problème au sein de la direction du NPA.

## Et, d'ailleurs, à propos du bilan du NPA ?

Tout bilan sérieux du NPA aux municipales devrait commencer par un examen du tableau ci-dessous.

(En fait, ce tableau comporte une erreur : c'est 10 élus et non 13 obtenus.)

Logiquement, un parti plus large que ne l'était la LCR aurait dû connaître une progression en nombre de voix et d'élus. Il n'en a rien été. La LCR avait 25 élus. Le NPA n'en a que 10. A Clermont-Ferrand où la LCR avait fait un " carton " ou à Rezé les Nantes, Limoges, le NPA ne se présentait tout simplement pas.

Les élus, les voix, les pourcentages de la LCR et du NPA dans les villes de plus de 10 000 habitants en province et de 15 000 en région Parisienne et dans le Nord.  
( en gras les villes de 30 000 habitants et plus)

villes	départements	LCR-2008	NPA-2014
Cenon	Gironde	535 (8,15) – 1 élu	628(10,83)-1 élu
Lormont	Gironde	569 (10,38) – 1 élu	385(7,45)-1 élu
<b>Pessac</b>	<b>Gironde</b>	<b>1791(8,67)- 2 élus</b>	<b>1217(5,58)</b>
Cestas	Gironde	663 (7,38)- 1 élu	
Talence	Gironde		1041(8,62)-2 élus
<b>Clermont-Ferrand</b>	<b>Puy de Dôme</b>	<b>5437 (13,81) 4 élus</b>	
Ploufragan	Côtes d'Armor	437(8,45)- 1 élu	
Quimperlé	Finistère	835(15,29) -1 élu	
St Pierre des Corps	Indre&Loire		424(8,16)-1 élu
Colomiers	Hte Garonne	950(6,89)-1 élu	
<b>Limoges</b>	<b>Haute-Vienne</b>	<b>3348(6,99) - 2élus</b>	
Rézé	Loire Atlantique	1508(9,99)-2 élus	
<b>Hérouville St Clair</b>	<b>Calvados</b>	<b>456(5,46)-1 élu</b>	
<b>Aleçon</b>	<b>Orne</b>	<b>693(7,27)-1 élu</b>	
Louviers	Eure	622(10,41) – 1 élu	471(8,07)
Canteleu	Seine maritime	(9,56) 1 élu	583(11,39)-2 élus
St Etienne du R.	Seine Maritime	782 (8,78) 1 élu	973(15,10)-2 élus
<b>Poitiers</b>	<b>Vienne</b>	<b>1623(6,23)-1 élu</b>	<b>3766(15,05)-1 élu</b>
Evry	Essonne	949(8,20) - 1 élu	623(6,62)
<b>Gennevilliers</b>	<b>Hauts de Seine</b>	<b>976(9,53) - 2 élus</b>	<b>1379(13,51)-3 élu</b>
<b>St Denis</b>	<b>Seine St Denis</b>	<b>1047(6,51)</b>	<b>468(2,74)</b>
<b>Elus</b>		<b>25</b>	<b>13</b>

Cela n'est pas sans rapport avec l'orientation définie, telle que la rappelle la résolution du CPN :

" *Indépendance au 1° comme au 2° tour par rapport aux partis au gouvernement, programmes clairement anticapitalistes, et sur ces bases, volonté de discuter avec les partis du FdG et LO. Et elle a été bien comprise dans les villes où ces débats ont été menés. Nous avons pu être présents dans 87 villes dont 55 de manière unitaire.* "

Le NPA paie le prix fort de ses alliances contre nature avec le PG, sur des " programmes " qui étaient loin d'être anticapitalistes.

Talence : 1 NPA  
Canteleu : 1 NPA  
St Etienne du R : 1 NPA  
Poitiers : 1 élu NPA sur 4

1 élu à Carhaix ( 7541h) avec 13,07%  
1 élu à Gérardmer (8561h) avec 12,79%

Nous avons honte de devoir rappeler qu'à Alfortville, le NPA a été partie prenante d'une liste à dominante PG qui " promettait " des " contrats d'apprentissage " pour les jeunes chômeurs de cette commune ; livrer en pâture au patronat une main d'oeuvre payée en dessous du SMIC, sous couleur de " formation professionnelle ", **c'est " anticapitaliste " , ça ?.**

Et, les lecteurs de la résolution ne sauront pas qu'à Guéret, la liste PG-NPA a fusionné, au second tour, avec la liste PS et, ce, sans que les porte-parole du NPA n'élèvent, dans ce cas, la moindre protestation. Ils ont semble-t-il l'indignation sélective, non au gré des intérêts généraux du NPA mais de ceux de leur propre courant... En tout et pour tout, il n'y aura eu que 32 villes où le NPA s'est présenté sous ses propres couleurs et 15 élus de moins qu'en 2008. Un cruel bilan. Un peu tempéré tout de même par quelques cuillérées de miel dans ce tonneau de goudron. Ainsi, certaines listes NPA sont remarquables par leur fermeté politique et leur programme et y compris pour certaines avec de bons résultats : St Etienne du Rouvray ; Paris ; Nanterre ; Agen ; Lille ; Bordeaux ; Rouen ; Wattrelos ; Blois ; Montpellier...

## La mascarade du 12 avril

Sans rire, la résolution du CPN dit que " *cet épisode électoral nous a permis de renforcer notre profil tout en nous ouvrant des perspectives d'action pour la suite. Ces perspectives s'articulent autour de deux rendez-vous : la manifestation nationale du 12 et la campagne pour les élections européennes* "

Nous ne saurions dire si le " profil " du NPA s'est " renforcé ", **mais le NPA, lui, s'est affaibli.** Et, ce, du fait d'une crise dont le noeud est la question des rapports avec le Front de Gauche, basés sur la connivence. Question qui traduit l'incapacité de la direction du NPA à entrer dans la voie d'une politique ouvrière indépendante, de rupture avec le gouvernement et sa politique, et, d'un même tenant, de rupture avec l'Union Européenne, sur le terrain de la lutte des classes.

**Cette connivence, pour ne pas dire cette prostration du NPA devant le Front de gauche,** se matérialise à présent sous la forme de l'appel à manifester le 12 avril. Un appel qui (un simple coup d'oeil sur les signataires) est vertébré par le PCF, dont on vient pourtant de dénoncer allègrement les alliances avec le PS aux municipales, alliances dont ce parti a payé le prix fort (NB : la résolution rappelle que : " *le PC perd 57 villes de plus de 3 500 habitants. Il perd 7 villes de plus de 30 000 habitants sur 28 et 19 villes de plus de 10 000 habitants sur 81. Il faut remonter à 1983 et 1989 pour trouver un tel recul* ")

Sur la marche du 12 avril " contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses ", la résolution du CPN nous dit :

*" Nous voulons tout faire pour que la journée du 12 soit un succès. Rappelons que ce processus de discussions politiques qui a abouti à la préparation de cette journée a été enclenché suite à la proposition du dernier CPN telle que l'a formulée Olivier Besancenot, celle d'un week-end de révolte de gauche et la lettre ouverte que nous avons envoyée à l'ensemble des organisations. La façon dont nous avons engagé cette bataille illustre notre démarche politique combinant indépendance anticapitaliste et politique de front unique. Elle nous a permis de peser sur les discussions pour faire de cette journée une première étape de mobilisation contre le gouvernement et sa politique. Elle se construit dans de nombreuses villes dans lesquelles les militants du NPA jouent un rôle essentiel. Elle doit être le début d'une mobilisation active de notre camp pour aller vers la construction d'un rapport de forces en notre faveur. "*

Reprenons : avant le 12 avril, il y a eu les " marches " des 5 mai et 1er décembre 2013, sous la houlette de Mélenchon, un coup pour " la VIème république ", un coup pour " la révolution fiscale ". **Avec le succès numérique que l'on sait...** Quels en ont été les prolongements, les résultats ? Aucun !

Alors, on reprend les mêmes, avec la même petite musique, et on recommence.

Ces " marches " ont cours dans l'espace laissé vacant par les directions syndicales. Ces dernières n'osent plus appeler même à des " journées d'action ", sinon dans la confidentialité (comme, par exemple, le 18 mars dernier), de peur de tout débordement. Le Front de gauche les relaie. Tout simplement.

Ajoutons-y la duplicité la plus criante : les chefs du PG qui, après avoir quémandé des fusions de liste au PS ( n'est-ce pas, Corbière), après s'être alliés avec EELV à Grenoble ( pour " gérer " la ville avec eux) avant même que ce " parti " ne quitte le gouvernement (et continue néanmoins à négocier avec le PS ) vont jouer pour un jour aux " opposants " au gouvernement Hollande-Valls. Les chefs du PCF qui ont fait campagne commune avec le PS aux municipales, vont faire de même. **Les uns, pour dire qu'il faut une majorité " alternative " avec les verts et la soi-disant " gauche du PS. Les autres pour quémander à Hollande une inflexion de sa politique.** Suivis du NPA qui manifesterà " contre le gouvernement, la droite et l'extrême droite ".

Mais, la direction du NPA n'en démord pas : la marche du 12 avril " *doit être le début d'une mobilisation active de notre camp pour aller vers la construction d'un rapport de forces en notre faveur.* " Sous-entendu : " nous sommes dans le même camp que le PG et le PCF ". Eh bien, encore une fois non : le PCF et le PG sont dans le camp du gouvernement. Les discours de circonstance contre l'austérité n'y changent rien. De ce simple point de vue, la manif du 12 ne peut être portée au crédit d'une politique de Front unique ou plutôt si : de Front unique...des appareils. Et une fois de plus, les masses, les vraies, dont la part abstentionniste ne seront pas au rendez-vous car elles ne se reconnaîtront pas plus dans cette énième diversion. **Que nous dira-t-on ensuite ? Que c'est encore la faute des masses ?**

Pourtant, une simple lecture de l'appel suffit à établir les vrais objectifs de cette manifestation. Son début est déjà tout un programme :

" Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme. "... Et la fin :

" Nous appelons le samedi 12 avril à Paris à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du " pacte de responsabilité ", pour une juste distribution des richesses. "

**Il ne s'agit donc pas d'un appel contre le gouvernement et sa politique.** Certes, il y a dans cet appel des éléments de contestation de la politique du gouvernement, pour attirer le chaland. Sans plus. Il est bien question de " la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la commission européenne ", **il y est question - dans le corps du texte, du pacte de responsabilité, tout en déplorant que " le MEDEF - refuse de s'engager sur des créations d'emplois "...(!) en contrepartie du pacte de responsabilité** et, on l'a bien lu, il est question " d'abandon du " pacte de responsabilité " " en une sorte de voeu pieu. Et nous avons droit à la ritournelle sur **le très social-catholique " partage des richesses "**, comme si les richesses étaient un gâteau dans lequel on pourrait découper une part plus grande pour les pauvres et moins " gourmande " pour les riches. On ne partage pas avec l'exploiteur ce qui appartient en exclusivité à l'exploité qui est seul producteur collectif des richesses qu'il doit s'approprier. Marx s'en retourne dans sa tombe à chaque fois que cette formule est employée !

Poursuivons : parmi les 200 personnalités signataires, nous trouvons : Pierre Laurent, secrétaire général du PCF ; Patrick Le Hyaric, directeur de l'Huma et député européen PCF ; André Chassaigne, PCF. Et, dans la même veine politique : Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT qui fit tout ce qu'il put pour briser la grève générale de mai-juin 1968 ; Anicet Le Pors, ancien ministre PCF qui fit tout ce qu'il put pour démanteler la Fonction publique et bloquer les salaires des fonctionnaires (1981-1984) ; Didier Le Reste, élu PCF du 10ème arrondissement ( sous la houlette du PS), ancien secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, chargé de briser la grève des cheminots contre la réforme de leur régime spécial en 2007. Du beau linge, en somme.

Ces signatures cohabitent avec celles de Mélenchon, Piquet et, des trois porte-parole du NPA : Besancenot, Poupin, Poutou.

Le moins que l'on puisse en dire est que la question centrale actuelle du pacte de responsabilité est diluée dans cet appel " fourre-tout ". Rien à voir avec un appel unitaire, sur une ligne de Front unique, **à une manifestation nationale pour le retrait total, pur et simple, ferme et définitif du pacte de responsabilité, contre tout transfert à l'Etat des cotisations sociales, pour l'arrêt des exonérations patronales, en défense de la Sécurité sociale et, naturellement, contre la réduction des dépenses publiques.** D'autant moins que cet appel se présente d'emblée comme une riposte aux récentes gesticulations de l'extrême-droite qui, on le sait, servent de diversion par rapport aux problèmes posés à la population laborieuse par la politique anti-ouvrière du gouvernement et de l'Union européenne.

Cette marche est donc une diversion de plus, une protection " à gauche " de ce gouvernement. **Du classique " Front populaire de combat ", sans combat.**

La seule bataille qui s'en suivra sera la dispute sur le nombre de manifestants entre Mélenchon et Valls, comme d'habitude. et on sait que sur ce terrain, Mélenchon, qui a dit de lui dans un élan christique pendant les municipales qu'il " ne s'appartient pas " **a la main leste et céleste sur la calcullette...**

Il est temps pour le NPA de sortir de cette ornière, de se tourner vers les masses, vers les abstentionnistes pour les aider à se rassembler au grand jour, sur leur terrain de prédilection qui est : **la lutte des classes.** Le NPA ne pourra pas rester indéfiniment à la croisée des chemins, il devra choisir son camp : **celui des masses ou celui des appareils. Celui de l'indépendance conquérante ou celui de la prostration.** Pour le moment, c'est mal parti. Mais il n'est jamais trop tard pour un sursaut salutaire. **C'est bien ce qu'il faut souhaiter.**

**Comité de rédaction de la Revue La Commune :**

**Paul Rauschert (93) ; Jean-Paul Cros, (34, commission de médiation) ; Pedro Carrasquedo, (CPN, 64, Pays Basque) ;**

**Francis Charpentier (comité Pays Basque, 64) ; Daniel Petri, ((comité 13e Paris) Wladimir Susanj, (CPN, 75) ; Isabelle Foucher ( Paris-Centre) ; Marc Leroy, ( comité Pays Basque, 64) ; Pierre-Yves Chiron ( Paris-Centre) ; Ada Degert ( comité Pays Basque, 64)**  
***(Membres du courant Anticapitalisme et Révolution dans le NPA)***

---

Modifié le jeudi 10 avril 2014

---



## Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>